

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

20 JUIN 2013

PROPOSITION D'ORDONNANCE

**modifiant le Code
des droits de succession
en vue d'assouplir le régime applicable
aux beaux-enfants**

RAPPORT

fait au nom de la
commission des Finances, du Budget,
de la Fonction publique,
des Relations extérieures et
des Affaires générales

par Mme Nadia EL YOUSFI (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mmes Françoise Dupuis, Olivia P'tito, M. Yaron Pesztat, Mme Barbara Trachte, M. Olivier de Clippele, Mme Marion Lemesre, MM. Emmanuel De Bock, Didier Gosuin, Joël Riguelle, Mmes Sophie Brouhon, Brigitte De Pauw.

Membres suppléants : M. Philippe Close, Mme Nadia El Yousfi, MM. Alain Maron, René Coppens.

Autres membres : MM. Paul De Ridder, Hervé Doyen, Mme Annemie Maes.

Voir :

Document du Parlement :
A-120/1 – 2009/2010 : Proposition d'ordonnance.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2012-2013

20 JUNI 2013

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**houdende wijziging van
het Wetboek der Successierechten met
het oog op de versoepeling van de regeling
die van toepassing is op de stiefkinderen**

VERSLAG

uitgebracht namens de
commissie voor de Financiën,
Begroting, Openbaar Ambt,
Externe Betrekkingen en
Algemene Zaken

door mevrouw Nadia EL YOUSFI (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : mevr. Françoise Dupuis, mevr. Olivia P'tito, de heer Yaron Pesztat, mevr. Barbara Trachte, de heer Olivier de Clippele, mevr. Marion Lemesre, de heren Emmanuel De Bock, Didier Gosuin, Joël Riguelle, mevr. Sophie Brouhon, mevr. Brigitte De Pauw.

Plaatsvervangers : de heer Philippe Close, mevr. Nadia El Yousfi, de heren Alain Maron, René Coppens.

Andere leden : de heren Paul De Ridder, Hervé Doyen, mevr. Annemie Maes.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-120/1 – 2009/2010 : Voorstel van ordonnantie.

I. Exposé de MM. Emmanuel De Bock et Olivier de Clippele, coauteurs de la proposition d'ordonnance

M. Emmanuel De Bock explique que depuis quelques décennies, le modèle familial traditionnel a subi de profondes mutations. À cet égard, force est de constater qu'en Belgique, comme dans bien d'autres pays, le modèle familial traditionnel, fondé sur un couple composé d'une femme et d'un homme unis par les liens du mariage et ayant des enfants communs, n'est certes pas contesté, mais ne constitue plus dans les faits le seul mode d'organisation de la vie familiale.

D'après les résultats d'une étude récente commandée par la Fondation Roi Baudouin afin d'établir un état des lieux de la situation des familles recomposées en Belgique, on a ainsi pu relever que si les familles classiques constituent la grande majorité (85%) des ménages avec enfants, les familles monoparentales représentent tout de même 10% de ces ménages pour 5 à 6% de familles recomposées.

Par familles recomposées, on vise « des familles qui comprennent des enfants issus d'une union précédente ».

En Belgique, de plus en plus d'enfants sont éduqués par des personnes qui ne sont pas leurs parents biologiques, bien souvent le nouveau partenaire du parent biologique.

Dès lors, compte tenu de ce qui précède, il est indispensable de tenir compte de ces nouvelles données sociologiques et des nouveaux liens familiaux créés afin de coller au mieux à la réalité de la société actuelle.

D'ailleurs, nombreux sont les partis qui plaident en ce sens. Relevons entre autres les propositions qui tendent à faire naître des droits liés à la cohabitation de fait, dès lors qu'elle constitue une véritable réalité sociale qui mérite d'être prise en compte. De même, notons que, en Flandre, la personne avec laquelle on cohabite de fait peut bénéficier des taux valables « entre époux », à condition d'avoir cohabité sans interruption pendant un an au moins avant le décès du partenaire de fait.

Le développement de ces nouvelles formes de structures familiales, monoparentales ou recomposées, pose la question d'une adaptation d'un droit de la famille encore largement fondé sur le modèle familial traditionnel.

Cette réflexion vaut également à l'égard du droit successoral. Dans cette optique, diverses modifications du code des droits de succession ont été adoptées afin de rencontrer les nouvelles réalités de société et de mettre un terme à de nombreuses situations injustes.

Citons à cet égard, l'assimilation des enfants naturels aux enfants légitimes, l'assimilation des cohabitants légaux aux personnes mariées, etc.

I. Uiteenzetting van de heren Emmanuel De Bock en Olivier de Clippele, mede-indieners van het voorstel van ordonnantie

De heer Emmanuel De Bock wijst erop dat sinds enkele decennia het traditionele gezinsmodel ingrijpend veranderd is. In dat verband, dienen wij vast te stellen dat in België, net als in veel andere landen, het traditionele gezinsmodel, te weten een koppel bestaande uit een in de echt verbonden vrouw en man met gemeenschappelijke kinderen, weliswaar niet betwist wordt, maar feitelijk niet meer de enige vorm van gezinsleven is.

Uit een recente studie in opdracht van de Koning Boudewijnstichting om een overzicht te krijgen van de situatie van de nieuw samengestelde gezinnen in België, blijkt dat de klassieke gezinnen de overgrote meerderheid (85%) van de gezinnen met kinderen uitmaken, maar dat de eenoudergezinnen 10% en de nieuw samengestelde gezinnen 5% tot 6% uitmaken van die gezinnen.

Onder nieuw samengestelde gezinnen, verstaat men "gezinnen met kinderen uit een vorige relatie".

In België worden steeds meer kinderen opgevoed door personen die niet hun biologische ouder zijn, vaak de nieuwe partner van de biologische ouder.

Gelet op het voorgaande, dient derhalve rekening te worden gehouden met die nieuwe sociologische gegevens en met de aldus gecreëerde nieuwe gezinsbanden, teneinde zoveel mogelijk in te spelen op de realiteit van de huidige samenleving.

Bovendien pleiten veel partijen daarvoor. Er zij onder meer gewezen op de voorstellen om rechten in te stellen die gekoppeld zijn aan het feitelijk samenwonen, aangezien dat een echte sociale werkelijkheid is waarmee rekening moet worden gehouden. Er zij bovendien op gewezen dat in Vlaanderen de persoon met wie men feitelijk samenwoont de tarieven «tussen echtgenoten» kan genieten, op voorwaarde dat hij minstens één jaar ononderbroken heeft samengewoond met de feitelijke partner vóór diens overlijden.

De opkomst van die nieuwe gezinsvormen, eenoudergezinnen of nieuw samengestelde gezinnen, stelt de kwestie van de aanpassing van het familierecht, dat nog grotendeels gebaseerd is op het traditionele gezinsmodel, aan de orde.

Die overweging geldt ook voor het erfrecht. In die optiek, werden verschillende wijzigingen van het Wetboek van Successierechten aangenomen om rekening te houden met de nieuwe sociale werkelijkheid en om een einde te maken aan een groot aantal onrechtvaardige situaties.

We vermelden in dat verband de gelijkstelling van natuurlijke kinderen met wettige kinderen, de gelijkstelling van wettelijk samenwonenden met gehuwden, enz.

Dans le même ordre d'idées, on a assoupli le régime de taxation des enfants qui ne descendent pas du défunt en les assimilant aux enfants biologiques.

En effet, comme nous l'avons souligné, de plus en plus de familles sont composées de partenaires ayant des enfants issus d'une relation précédente. Il faut préciser qu'en matière successorale, le principe est que les beaux-parents et les beaux-enfants n'héritent pas automatiquement les uns des autres. En effet, la loi ne reconnaît comme héritiers que les enfants biologiques qui bénéficient d'une protection spécifique qu'on appelle la réserve.

Or, dans de nombreuses familles recomposées, la nouvelle épouse ou le nouvel époux souhaite parfois faire hériter les enfants de leur partenaire, compte tenu de l'affection et des liens tissés avec eux, qui peuvent être comparables au lien qui unit un père à son fils. À titre d'exemple, prenons le cas d'un jeune veuf qui se remarie avec une jeune femme ayant des enfants en bas âge et qui s'occupe de l'éducation de ces derniers comme s'il s'agissait de ses propres enfants. Il va de soi que les liens créés peuvent être très forts, et ce bien qu'ils ne soient pas ses propres enfants biologiques.

Or, à l'époque, si le nouveau partenaire souhaitait avantager les enfants de son conjoint, le Code des droits de succession les considérait « comme des étrangers », avec pour conséquence que les enfants sans lien de sang étaient taxés aux taux les plus élevés (entre 40 et 80%).

Afin de remédier à cette situation, un premier pas fut accompli par le législateur bruxellois qui, dès 2002, a permis aux enfants du conjoint ou d'un cohabitant ne présentant pas avec le défunt un lien de parenté jusqu'au troisième degré, de pouvoir bénéficier d'un tarif en ligne directe (3 à 30%), à condition que l'enfant ait cohabité avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans durant 6 années consécutives avec le défunt, et qu'il ait reçu du défunt les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents. Dans certaines situations cela est fort difficile à prouver.

Quelques années plus tard, l'ordonnance du 6 mars 2008 a assoupli ce régime en supprimant la limitation de l'assimilation concernant les enfants du cohabitant légal du défunt. En effet, les enfants d'un autre lit étaient exclus du tarif en ligne directe lorsqu'ils avaient un lien de parenté avec le défunt jusqu'au troisième degré, et ce même s'ils avaient été élevés par ce dernier. L'objectif de cette modification visait à étendre « cette assimilation aux enfants qui ne rentrent pas dans une des catégories déjà assimilées, donc à tous les enfants d'accueil (enfants d'un autre lit, enfant de quelconque cohabitant légal que ce soit et enfants non apparentés), dès lors que ces enfants répondent aux mêmes conditions d'assimilation ».

Récemment encore M. De Bock lisait dans La Dernière Heure un article qui spécifiait que les pouvoirs publics s'apprentent à lancer une campagne de recrutement de parents d'accueil. L'article contient un témoignage intéressant et poignant. C'est l'illustration d'un certain nombre de réalités

In dezelfde optiek, werd de regeling van de successierechten voor kinderen die niet van de overledene afstammen versoepeld, door hen gelijk te stellen met biologische kinderen.

Zoals al werd benadrukt, bestaan steeds meer gezinnen immers uit partners die kinderen uit een vorige relatie hebben. Wat de erfopvolging betreft, geldt het principe dat stiefouders en stiefkinderen niet automatisch van elkaar erven. De wet erkent immers als erfgenamen enkel de biologische kinderen, die een specifieke bescherming genieten, namelijk het voorbehouden erfdeel.

In vele nieuw samengestelde gezinnen wenst de nieuwe echtgenote/echtgenoot echter de kinderen van zijn haar/zijn partner te laten erven, gelet op de ontstane genegenheid en banden, die vergelijkbaar kunnen zijn met de band tussen een vader en zijn zoon. Laat ons bijvoorbeeld het geval nemen van een jonge weduwnaar die hertrouwt met een jonge vrouw met kleine kinderen en die zorgt voor de opvoeding van die kinderen alsof het zijn eigen kinderen zijn. Uiteraard kunnen de ontstane banden heel sterk zijn, hoewel het niet zijn biologische kinderen zijn.

Als de nieuwe partner de kinderen van zijn echtgenoot/echtgenote in het verleden wilde bevoordelen, beschouwde het Wetboek der Successierechten hen « als vreemden ». Dat had tot gevolg dat de kinderen zonder bloedverwantschap tegen het hoogste tarief belast werden (tussen 40 en 80 %).

Om die situatie te verhelpen, zette de Brusselse wetgever een eerste stap. Zo is het vanaf 2002 voor de kinderen van de echtgenoot of samenwonende partner mogelijk om, zonder verwantschap tot in de derde graad met de overledene, een tarief in rechte lijn (3 tot 30%) te genieten, op voorwaarde dat het kind voor de leeftijd van 21 gedurende 6 opeenvolgende jaren met de erflater heeft samengeleefd en van de erflater de hulp en verzorging heeft gekregen die kinderen normalerwijze van hun ouders krijgen. In sommige situaties valt dat zeer moeilijk te bewijzen.

Enkele jaren later is dat stelsel versoepeld door de ordonnantie van 6 maart 2008, die de beperking van de gelijkstelling voor de kinderen van de wettelijk samenwonende van de erflater afschafte. De kinderen uit een ander bed waren immers uitgesloten van het tarief in rechte lijn als zij een verwantschap tot in de derde graad hadden met de erflater, zelfs indien zij waren opgevoed door die laatste. Die wijziging beoogde dus « deze gelijkstelling uit te breiden tot de kinderen die niet tot één van de voornoemde reeds gelijkgestelde categorieën behoren, dus tot alle zorgkinderen (stiefkinderen, kinderen van om het even welke samenwonende en niet verwante kinderen), zodra zij aan dezelfde voorwaarden tot gelijkstelling voldoen ».

Onlangs nog las de heer De Bock in een artikel van La Dernière Heure dat de overheden binnenkort een campagne zouden opstarten om pleegouders te rekruteren. Het artikel bevat een interessante en aangrijpende getuigenis en is een voorbeeld van een aantal sociale situaties in Brussel waarin

sociales à Bruxelles où il s'agit de tenir compte de l'esprit du législateur qui a déjà accompli ce travail de modifier la loi et d'essayer de coller à la réalité sociale.

Ainsi, dans les trois Régions, les beaux-parents et les beaux-enfants peuvent bénéficier d'un tarif favorable en matière de droits de succession. En effet, les différents législateurs concernés ont aligné les taux des droits de succession entre les enfants biologiques et ceux du conjoint ou du cohabitant. Seule différence : les règles plus strictes à Bruxelles.

A cet égard, contrairement aux deux autres Régions, les héritiers des personnes domiciliées à Bruxelles doivent satisfaire à des conditions supplémentaires pour que leurs beaux-enfants puissent bénéficier du tarif en ligne directe.

Ces conditions sont les suivantes : avoir été élevé pendant 6 ans au moins avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans par le beau-parent, qui doit être marié au parent naturel ou cohabiter légalement avec lui. À défaut de satisfaire ces conditions, les taux appliqués seront les plus élevés.

Aussi, la présente proposition d'ordonnance souhaite assouplir davantage le régime applicable au sein de la Région bruxelloise aux beaux-enfants, en supprimant les conditions supplémentaires exigées pour qu'ils puissent bénéficier de l'application du tarif en ligne directe, à l'instar du régime applicable dans les deux autres Régions, dans l'intérêt des citoyens.

En effet, les conditions supplémentaires exigées à Bruxelles sont objectivement injustifiées et instaurent des discriminations entre beaux-enfants.

Pour les auteurs, le nombre d'années passées à élever les enfants de son partenaire n'est pas nécessairement un facteur déterminant pour faire naître une certaine forme d'affection entre un enfant et son beau-parent. L'instauration d'un tarif favorable pour les beaux-enfants qui hériteraient de leurs beaux-parents se justifie en raison des liens d'affection très forts qui ont été tissés entre eux, peu importe le nombre d'années que le défunt a passées à élever ces beaux-enfants.

Il y a aussi le cas des beaux-parents qui souhaiteraient aider leurs beaux-enfants, victimes par exemple de circonstances pénibles (décès tragique d'un des parents, abandon, divorce pénible), mais qu'ils élèvent depuis moins de 6 ans. Pourquoi les décourager en leur imposant des droits de succession exorbitants ?

Rappelons que l'exposé des motifs quant à l'instauration d'un tarif plus favorable relevait : « la distinction entre le traitement des enfants d'un autre lit et les enfants propres constituent dans cette matière un anachronisme dépassé et socialement inacceptable ».

Dans le même ordre d'idées, il existe des hommes et des femmes qui n'ont pas eu la chance d'avoir un enfant pour diverses raisons (biologiques, par choix, etc.) et qui

rekening moet worden gehouden met het voornemen van de wetgever, die de wet al heeft gewijzigd om te trachten in te spelen op de sociale realiteit.

Zo kunnen stiefouders en stiefkinderen in de drie Gewesten een gunstig tarief inzake successierechten genieten. De verschillende betrokken wetgevers hebben de successierechten van de biologische kinderen immers aangepast aan die van de echtgenoot of van de samenwonende partner. Het enige verschil is dat de regels strenger zijn in Brussel.

In tegenstelling tot de twee andere Gewesten, moeten de erfgenamen van de personen die hun woonplaats hebben in Brussel voldoen aan extra voorwaarden opdat hun kinderen het tarief voor erfgenamen in rechte lijn kunnen genieten.

Die voorwaarden zijn de volgende: vóór de leeftijd van 21 gedurende ten minste 6 jaar opgevoed zijn door de stiefouder, die gehuwd moet zijn of wettelijk moet samenwonen met de natuurlijke ouder. De toegepaste tarieven zijn hoger als men niet voldoet aan die voorwaarden.

Dit voorstel van ordonnantie beoogt een verdere versoepeling van de regeling die in het Brussels Gewest van toepassing is op de stiefkinderen, te weten de afschaffing van de extra voorwaarden voor de toepassing van het tarief in rechte lijn, naar het voorbeeld van de regeling die van toepassing is in de twee andere Gewesten, in het belang van de burgers.

De bijkomende voorwaarden die vereist zijn in Brussel zijn objectief niet gerechtvaardigd en leiden tot discriminatie tussen stiefkinderen.

Het aantal jaren dat iemand de kinderen van zijn partner heeft opgevoed is niet noodzakelijk een bepalende factor om een zekere vorm van genegenheid tussen een kind en zijn stiefouder te doen ontstaan. De instelling van een gunsttarief voor de stiefkinderen die van hun stiefouders zouden erven, wordt gerechtvaardigd door de zeer sterke affectieve banden die tussen hen zijn gegroeid, ongeacht het aantal jaren dat de erflater zijn stiefkinderen heeft opgevoed.

Er dient ook rekening te worden gehouden met het geval van stiefouders die hun stiefkinderen, die bijvoorbeeld het slachtoffer werden van pijnlijke omstandigheden (tragisch overlijden van een van de ouders, verlating, vechtscheiding), die zij echter minder dan 6 jaar opvoeden, willen helpen. Waarom worden ze daartoe ontmoedigd doordat er exorbitante successierechten worden opgelegd ?

Er zij aan herinnerd dat de toelichting in verband met de invoering van een gunstiger tarief erop wijst dat "het bestaande onderscheid tussen de behandeling van stiefkinderen en gewone kinderen in deze materie een achterhaald en sociaal onaanvaardbaar anachronisme is".

In dezelfde gedachtegang, zijn er mannen en vrouwen die om diverse redenen (onder meer biologische redenen, eigen keuze) niet het geluk hadden zelf een kind te krijgen en de

souhaiteraient avantager les enfants de leur partenaire, bien qu'ils ne remplissent pas les conditions exigées à Bruxelles. Faudrait-il les décourager à le faire alors qu'il s'agit de leur propre patrimoine ?

Aucune explication d'ailleurs n'a été fournie à cet égard dans l'exposé des motifs du projet d'ordonnance ayant instauré ce régime. La proposition d'ordonnance va dans le sens de l'esprit du législateur d'il y a 10 ans.

En effet, pourquoi exiger d'avoir été élevé pendant 6 ans et pas 5 ans ? Pourquoi avoir imposé une limite d'âge, portée à 21 ans et non 18 ans par exemple ? D'autant plus qu'à l'heure actuelle, les enfants restent de plus en plus tard à charge de leurs parents notamment lorsqu'ils entament des études supérieures. Dès lors, la limite fixée à 21 ans ne se justifie pas, l'enfant étant bien souvent pris en charge au-delà de ses 21 ans. La condition d'entretien continu est par ailleurs difficilement vérifiable *in concreto* par l'administration.

Ces critères ne répondent à aucune logique objective et méritent d'être supprimés.

Enfin, le maintien d'un tel régime particulier, outre le fait qu'il n'est pas justifié et discriminatoire, est de nature à provoquer une concurrence fiscale entre les trois Régions. Certains Bruxellois ne rentrant pas dans les conditions pourraient choisir de s'établir dans une autre Région où cette discrimination n'a pas cours. La pratique notariale fait que lorsque l'on a des raisons pour organiser sa succession, on choisit de se domicilier ailleurs qu'à Bruxelles pour échapper à cette règle discriminatoire. Ceci signifie des pertes de recettes pour la Région bruxelloise.

M. Olivier de Clippele observe que la différence des tarifs entre un enfant et des beaux-enfants qui n'entrent pas dans les catégories actuelles est énorme. Si l'on est en ligne directe, pour une succession de 175.000 euros, la taxation sera de l'ordre de 7 à 8%. Si l'on est en ligne tout à fait étrangère, le taux est de 56%. Ce patrimoine est encore modeste. À partir de 175.000 euros, c'est le taux le plus élevé au monde, à savoir 80% qui s'appliquera. C'est comme si l'on disait : cette forme d'héritage, on n'en veut pas ! Or, tout le monde n'a pas la chance d'avoir des enfants. Il s'agit alors d'une confiscation quasiment totale et abusive de l'épargne des défunts.

Quand on se remarie sans avoir des enfants, alors que le conjoint en a ou inversement, il est normal de vouloir protéger le conjoint. Il s'agit d'un sentiment couramment partagé. Le patrimoine ira d'abord vers le partenaire survivant avant d'être repartagé vers la génération suivante. Ce n'est pas un abus de droit d'agir ainsi. Or, dans la situation actuelle, le partenaire qui a le malheur de décéder avant, déshérite ses propres enfants.

Autre exemple. Il arrive souvent que l'on protège le conjoint, mais qu'ensuite, l'on redistribue sur la tête de l'ensemble des enfants. Lorsque l'on se remarie avec un

kinderen van hun partner wensen te bevoordelen, hoewel ze niet voldoen aan de eisen die in het Brussels Gewest gelden. Moeten ze daartoe ontmoedigd worden, hoewel het over hun eigen vermogen gaat?

Ter zake is overigens geen enkele uitleg gegeven in de toelichting bij het ontwerp van ordonnantie tot invoering van die regeling. Het voorstel van ordonnantie gaat in de zin van wat de wetgever 10 jaar geleden voor ogen had.

Waarom wordt gevraagd 6 jaar lang te zijn opgevoed en niet 5 jaar lang? Waarom is een leeftijdsbeperking tot 21 opgelegd, en waarom bijvoorbeeld niet tot 18 jaar ? Dat geldt des te meer omdat de kinderen tegenwoordig steeds langer ten laste van hun ouders blijven, met name als zij beginnen aan hogere studies. De beperking tot 21 jaar is dan ook niet gerechtvaardigd, want het kind blijft vaak na de leeftijd van 21 ten laste. Bovendien is het voor het bestuur moeilijk om de voorwaarde van voortdurend onderhoud concreet te verifiëren.

Die criteria beantwoorden duidelijk niet aan enige objectieve logica en dienen te worden afgeschaft.

Tot slot zorgt het behoud van dergelijke regeling, afgezien van het feit dat ze niet verantwoord is en discriminerend, voor fiscale wedijver tussen de drie Gewesten. Sommige Brusselaars die niet zullen voldoen aan de voorwaarden zouden er kunnen voor kiezen om te verhuizen naar een andere Gewest, waar die discriminatie niet bestaat. De notariële praktijk leidt ertoe dat, als men redenen heeft om zijn successie te regelen, men ervoor kiest zich buiten Brussel te domiciliëren om te ontsnappen aan die discriminerende regel. Daardoor gaan inkomsten verloren voor het Brussels Gewest.

De heer Olivier de Clippele wijst op het enorme verschil tussen de tarieven voor een kind en stiefkinderen die niet in de huidige categorieën vallen. In rechte lijn, bedraagt de heffing 7 à 8% voor een successie van 175.000 euro. Voor een geheel vreemde, bedraagt het tarief 56%, en dat vermogen is nog bescheiden. Vanaf 175.000 euro, is het hoogste tarief ter wereld van toepassing, te weten 80%. Dat is alsof men zou zeggen: wij willen niet weten van deze vorm van erfenis! Maar niet iedereen heeft het geluk kinderen te hebben. Dan gaat het over een quasi totale inbeslagname van het spaargeld van de erflaters.

Als men hertrouwt zonder kinderen te hebben, terwijl de echtgenoot er heeft, of vice versa, is het normaal de echtgenoot te willen beschermen. Dat gevoel wordt vaak gedeeld. Het vermogen gaat eerst naar de overlevende partner, alvorens te worden herverdeeld naar de volgende generatie. Een dergelijke handelswijze is geen rechtsmisbruik. In de huidige situatie ontferft de partner die het ongeluk heeft eerst te sterven zijn eigen kinderen.

Een ander voorbeeld: het komt vaak voor dat men de echtgenoot beschermt, maar dat men vervolgens herverdeelt over alle kinderen. Bij een nieuw huwelijk met een

conjoint qui a deux enfants, dont l'un de 14 ans et l'autre de 16 ans, la situation sera la suivante. L'enfant de 14 ans, pourra bénéficier du tarif « ligne directe », mais pas l'enfant de 16 qui ne pourra jamais bénéficier du tarif « ligne directe » puisqu'il ne pourra jamais prouver avoir été éduqué avec le défunt ou avoir reçu le secours et les soins que les parents donnent aux enfants. Il ne saura jamais atteindre la période de six ans imposée par la loi avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans. Ces discriminations sont des réalités et les parlements ont le devoir moral d'y répondre aux yeux de M. de Clippele.

II. Discussion générale

Mme Brigitte De Pauw estime qu'il faut adapter notre législation actuelle à la société contemporaine. On rencontre toujours plus de familles recomposées et toujours plus de nouvelles formes de cohabitation. Par conséquent, il y a toujours plus de nouveaux liens affectifs qui se créent.

Le CD&V n'est pas en soi opposé aux propositions contenues dans ce texte, mais elles doivent être examinées dans un cadre plus large.

Premièrement, il faut examiner la réglementation actuelle en matière de droits de succession et de donation, et voir comment on peut l'adapter à la nouvelle réalité des familles recomposées et des nouvelles formes de cohabitation.

Deuxièmement, il convient également de vérifier ce qui est possible dans le contexte financier difficile actuel. Cette ordonnance présente aussi un certain nombre de défauts : il n'y est question que des beaux-enfants. Le CD&V est d'avis qu'il faut y inclure les enfants placés. Les enfants placés sont des enfants qui, avant l'âge de 21 ans, ont habité chez une tierce personne pendant trois années successives et qui, durant cette période, ont reçu de cette tierce personne essentiellement ou de cette personne et son partenaire conjointement, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents.

Il paraît on ne peut plus normal que les beaux-enfants soient traités à l'égal des enfants placés sur le plan fiscal. Si on abaisse les droits de succession pour les beaux-enfants, on doit le faire aussi pour les droits de donation. Les deux sont en effet étroitement liés.

De même, les beaux-petits-enfants et les descendants naturels du beau-parent ne peuvent pas bénéficier du taux « en ligne directe ». En 2005, on a demandé à la Cour constitutionnelle si la différence de traitement fiscal entre beaux-enfants et beaux-petits-enfants posait problème, mais selon la Cour, cette différence n'enfreint pas le principe d'égalité. La question posée eût-elle été de savoir s'il existe une discrimination entre les petits-enfants naturels et les beaux-petits-enfants, il est bien possible que cela aurait posé problème. En tout état de cause, le législateur doit également en tenir compte.

echtgenoot die twee kinderen heeft, het ene 14 en het andere 16 jaar oud, ontstaat de volgende situatie: het kind van 14 kan het tarief "in rechte lijn" genieten, maar het kind van 16 kan dat nooit, want het zal nooit kunnen bewijzen opgevoed te zijn geweest met de erflater of de bijstand en de zorg te hebben gekregen die ouders aan hun kinderen geven. Hij kan nooit komen aan de periode van zes jaar voor de leeftijd van 21 jaar, zoals de wet oplegt. Volgens de heer de Clippele zijn die discriminaties een realiteit en hebben de parlementen de morele plicht om daar iets aan te doen.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Brigitte De Pauw vindt dat men onze huidige regelgeving moet aanpassen aan de nieuwe samenleving. Men wordt steeds meer geconfronteerd met nieuw samengestelde gezinnen, en steeds meer nieuwe vormen van samenleven. En derhalve zijn er steeds meer nieuwe affectieve banden.

De CD&V is niet in se tegen de voorstellen van deze tekst, maar zij moeten worden bekeken binnen een groter geheel.

Ten eerste, moet men de huidige regelgeving van successierechten en schenkingsrechten eens tegen het licht houden en bekijken hoe men deze kan aanpassen aan de nieuwe realiteit van nieuw samengestelde gezinnen en nieuwe samenlevingsvormen.

Ten tweede, moet men ook nagaan wat in de huidige financieel moeilijke tijden mogelijk is. Deze ordonnantie heeft ook een aantal mankementen: er is hier alleen sprake van stiefkinderen. Volgens de Cd&V-fractie moeten ook de zogenaamde zorgkinderen hierbij gevoegd worden. Zorgkinderen zijn kinderen die vóór de leeftijd van 21 jaar gedurende drie achtereenvolgende jaren bij een andere persoon hebben ingewoond, en gedurende die tijd hoofdzakelijk van die andere persoon of van die persoon en zijn levenspartner samen, de hulp en verzorging hebben gekregen die kinderen normaal van hun ouders krijgen.

Het lijkt niet meer dan normaal dat stiefkinderen op eenzelfde fiscale manier zouden moeten behandeld worden dan zorgkinderen. Als men de successierechten voor de stiefkinderen verlaagt, moet dit ook gebeuren voor de schenkingsrechten. Immers, beide zijn sterk gerelateerd.

Ook kunnen stiefkleinkinderen en de bloedverwanten van de stiefouder niet genieten van het tarief "in rechte lijn". In 2005 werd aan het Grondwettelijk Hof de vraag gesteld of het verschil in fiscale behandeling tussen stiefkinderen en stiefkleinkinderen een probleem vormt, maar dit houdt volgens het Hof geen schending in van het gelijkheidsbeginsel. Indien de vraag zou gesteld zijn of er een discriminatie bestaat tussen de eigen kleinkinderen en de stiefkleinkinderen is er wel een mogelijkheid dat dit een probleem zou zijn. In elk geval, moet de wetgever hier ook rekening mee houden.

Mme De Pauw déclare en conclusion que son groupe n'est pas radicalement opposé à une telle proposition. Néanmoins, le CD&V ne soutiendra pas cette proposition en son état actuel, car elle est convaincue qu'il faut examiner et régler cette question dans le cadre d'un ensemble plus large de réformes.

Il faut également tenir compte des possibilités financières de la Région. Mais en tout cas, le CD&V plaide pour qu'on instaure à l'avenir un régime plus favorable pour les nouvelles situations familiales toujours plus nombreuses dans notre société actuelle.

M. Yaron Peszta note que la proposition d'ordonnance concerne un petit aspect des droits de succession. Si l'on devait additionner toutes les modifications du Code des droits de succession proposées depuis le début de la législature par M. de Clippele, il y aurait un problème. Ces droits de succession sont une source importante de recettes. Si chaque petite mesure proposée peut paraître frappée par le bon sens, il faut voir leur impact cumulé sur les recettes bruxelloises. Il faudrait donc avoir une discussion générale sur la fiscalité bruxelloise et notamment sur les droits de succession.

En s'y prenant par petites touches, comme si de rien n'était, sans aucune vision globale et sans dire où se trouveront les nouvelles recettes pour compenser le manque, un problème finit pas se poser.

Il est vrai qu'en Région wallonne et flamande les beaux-enfants peuvent bénéficier des taux en ligne directe. La situation en Région bruxelloise est différente. Deux conditions s'y ajoutent : *grosso modo* celles des 21 ans et des 6 ans de soins et de secours. Les autres beaux-enfants sont exclus de l'obtention du tarif en ligne directe. Ces critères ne viennent pas de n'importe où. Ils existent quasiment tels quels en Région wallonne et flamande pour les autres enfants. M. Peszta donne lecture de l'article wallon et flamand en question. Ces critères existent donc, mais ne concernent pas la même catégorie de beaux-enfants. Il faut distinguer les enfants des beaux-enfants et des enfants légitimes ou naturels. Est-ce qu'il faut aligner le statut des beaux-enfants sur le statut des enfants qui héritent en ligne directe ou au contraire faut-il aligner ce statut-là sur le statut de tous les autres ? C'est une vraie question.

M. Olivier de Clippele rétorque que M. Peszta souhaite que tout le monde paye un taux de 80%. Cela sera répété.

M. Yaron Peszta répond qu'il faut attendre toutes les prémices avant de tirer une conclusion. Évidemment, la situation des familles évolue de manière considérable en Région bruxelloise. Faut-il pour autant adapter la fiscalité au coup par coup et au cas par cas ? Pourquoi ne pas déposer une ordonnance qui concerne toutes les autres situations ? Où s'arrête-t-on ? Si six ans sont arbitraires, un an ou deux ans le sont-ils moins ? À partir de quand une norme n'est-elle plus légitime ?

Mevrouw De Pauw besluit dat haar fractie niet radicaal tegen een dergelijk voorstel gekant is. De CD&V zal dit voorstel, zoals het nu voorligt, evenwel niet steunen, omdat zij ervan overtuigd is dat dit in een groter geheel van hervormingen moet bekeken en geregeld worden.

Ook moet er rekening gehouden worden met de financiële mogelijkheden van het Gewest. Maar in elk geval pleit de CD&V ervoor om in de toekomst te komen tot een betere regeling voor de nieuwe gezinssituaties die vandaag de dag meer en meer deel uitmaken van onze samenleving.

De heer Yaron Peszta wijst erop dat het voorstel van ordonnantie over een klein aspect van de successierechten gaat. Als men alle wijzigingen van het Wetboek van Successierechten die de heer de Clippele sinds het begin van de zittingsperiode heeft ingediend zou samenvoegen, zou er een probleem rijzen. De successierechten zijn een belangrijke bron van inkomsten. Elke kleine maatregel kan weliswaar van gezond verstand getuigen, maar men moet rekening houden met de gecumuleerde impact ervan op de Brusselse ontvangsten. Bijgevolg zou men een algemene bespreking over de Brusselse fiscaliteit, inzonderheid de successierechten, moeten voeren.

Als de successierechten met kleine ingrepen, alsof er niets aan de hand is, gewijzigd worden zonder een algemene visie en zonder nieuwe ontvangsten aan te boren om het verlies te compenseren, rijst er uiteindelijk een probleem.

Het is inderdaad zo dat stiefkinderen in het Vlaams en Waals Gewest het tarief in rechte lijn genieten. De situatie in het Brussels Gewest is verschillend. Er komen twee voorwaarden bij: *grosso modo* vóór de leeftijd van 21 jaar gedurende 6 jaar hulp en verzorging hebben gekregen. Andere stiefkinderen komen niet in aanmerking voor het tarief in rechte lijn. Die criteria komen niet uit de lucht gevallen. Ze zijn nagenoeg dezelfde in het Vlaams en Waals Gewest voor de andere kinderen. De heer Peszta leest het Vlaamse en Waalse artikel in kwestie voor. Die criteria bestaan dus, maar gaan over een andere categorie van stiefkinderen. Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen de kinderen en de stiefkinderen en de wettige of biologische kinderen. Dient het statuut van de stiefkinderen te worden afgestemd op dat van de kinderen die in rechte lijn erven of moet, integendeel, dat statuut worden afgestemd op dat van alle andere kinderen? Dat is een echte vraag.

De heer Olivier de Clippele repliceert dat de heer Peszta wenst dat iedereen, een tarief van 80% betaalt. Dit zal worden verder gezegd.

De heer Yaron Peszta antwoordt dat men alle premissen moet kennen alvorens een conclusie te trekken. De situatie van de gezinnen evolueert natuurlijk aanzienlijk in het Brussels Gewest. Moet de fiscaliteit daarom telkens geval per geval aangepast worden? Waarom geen ordonnantie over alle andere situaties indienen? Waar stopt het? Zes jaar is een willekeurige termijn, maar zijn een of twee jaar dat ook niet? Vanaf wanneer is een norm niet langer legitiem?

La fiscalité a toujours un côté arbitraire, car il faut déterminer des plafonds de revenus, des conditions d'âge, etc. Ceux qui sont au-dessus ou au-dessous de la norme trouveront cela injuste. D'où l'importance d'examiner l'ensemble des situations et de voir comment l'on pourrait tracer la ligne de partage. Les auteurs de la proposition placent la ligne de partage à un endroit qui n'est pas spécialement justifié.

Enfin, M. Pesztat n'est pas sûr que la question des droits de succession à modifier soit des plus prioritaires. Il faut que la fiscalité remplisse des objectifs politiques. À ses yeux, il vaudrait mieux travailler sur la fiscalité qui concerne le travail plutôt que sur celle des droits de succession.

M. Philippe Close observe que les propositions d'ordonnance peuvent toujours être aussi généreuses qu'on l'entend. À écouter M. de Clippele, pourquoi ne pas supprimer toute la fiscalité régionale? Cela sera très juste puisque personne ne payera des impôts. Ouvrons donc le débat sur la fiscalité et pas seulement celui sur les droits de succession. Or, le groupe MR bloque cette discussion à d'autres niveaux de pouvoir. La fiscalité sur le capital n'est certes pas juste et le ministre Vanhengel nous a dit que le libéralisme ne doit pas être confondu avec le capitalisme. C'est un problème dont on ne discute jamais. Ce n'est pas en prenant des mesures fiscales isolées que la fiscalité plus juste sera atteinte.

Le parti socialiste rêve que l'entière de la population bruxelloise puisse être en mesure de devoir payer des droits de succession. Ce n'est pas le cas. Trop nombreuses sont les personnes qui n'héritent pas. Elles ne sont pas assez riches pour hériter. L'accord du gouvernement contient une formulation claire : en fonction des évolutions positives et des perspectives budgétaires, il y a un accord pour retravailler la fiscalité sur le bien d'habitation.

Les évolutions budgétaires ne sont pas favorables. À écouter les auteurs de la proposition d'ordonnance, on a l'impression que l'on spolie actuellement les familles alors qu'elles peuvent hériter à un tarif, fût-il plus élevé. Le conjoint peut hériter. Les autres enfants peuvent hériter. Il faut passer pour cela par le mécanisme de la redistribution. C'est un principe de base défendu par le parti socialiste.

M. Joël Riguelle souligne l'importance d'inscrire le débat dans un cadre plus large et d'évaluer l'impact de ce type de mesures sur les finances régionales. L'intervenant a l'impression que la mesure est de nature opportuniste et mérite d'être débattue plus globalement.

M. Didier Gosuin est bien d'accord qu'une des solutions devant ce type de proposition est de se réfugier dans un discours idéologique. Hélas, les commissaires ne sont pas là pour changer la taxation sur le capital. Nous ne disposons pas des leviers pour résoudre tous les problèmes qui se présentent. On peut comprendre le combat de certains commissaires. Que ne fait le parti socialiste depuis 40 ans pour aboutir?

Fiscaliteit heeft altijd een willekeurig aspect, want er moeten inkomstengrenzen, leeftijdsvoorwaarden enz. worden vastgesteld. Degenen die boven of onder de norm zitten, vinden dat onrechtvaardig. Vandaar het belang om alle situaties te bekijken en te zien hoe de scheidingslijn kan worden getrokken. De indieners van het voorstel trekken de scheidingslijn op een plaats die niet echt gerechtvaardigd is.

Tot slot is de heer Pesztat er niet zeker van dat het wijzigen van de successierechten een prioritaire kwestie is. Met de fiscaliteit worden beleidsdoelen nagestreefd. Volgens hem zou men beter sleutelen aan de belasting op arbeid dan aan de successierechten.

De heer Philippe Close merkt op dat voorstellen van ordonnantie zo vrijgevig kunnen zijn als men wil. Volgens de heer de Clippele zou de hele gewestelijke fiscaliteit kunnen worden afgeschaft. Dat zal dan zeer rechtvaardig zijn, aangezien niemand dan nog belastingen zal betalen. Laten we het debat over de fiscaliteit voeren en niet alleen dat over de successierechten. De MR-fractie blokkeert evenwel die discussie op andere gezagsniveaus. De belasting op het kapitaal is inderdaad niet rechtvaardig en minister Vanhengel verklaarde dat liberalisme niet mag worden verward met kapitalisme. Dat is een probleem dat nooit besproken wordt. Men zal geen rechtvaardigere fiscaliteit bereiken met geïsoleerde fiscale maatregelen.

De Parti socialiste droomt ervan dat de hele Brusselse bevolking successierechten moet betalen. Dat is niet het geval. Te veel mensen erven niet. Ze zijn niet rijk genoeg om te erven. Het regeerakkoord is duidelijk: naargelang de positieve evoluties en de begrotingsperspectieven, is er een akkoord om de fiscaliteit van de woning te herzien.

De begroting evolueert in ongunstige zin. Volgens de indieners van het voorstel van ordonnantie, heeft men de indruk dat de gezinnen vandaag de dag kapot belast worden, hoewel ze tegen een weliswaar hoger tarief kunnen erven. De echtgenoot kan erven. De andere kinderen kunnen erven. Daarvoor dient het herverdelingsmechanisme. Dat is een basisprincipe dat door de Parti socialiste wordt verdedigd.

De heer Joël Riguelle benadrukt dat het debat in een ruimer kader moet worden gevoerd en dat de impact van dat type maatregelen op de gewestelijke financiën moet worden geëvalueerd. De spreker heeft de indruk dat het om een opportunistische maatregel gaat die een meer algemene bespreking verdient.

De heer Didier Gosuin is het erover eens dat één van de oplossingen voor dit soort voorstel erin bestaat te vluchten in ideologische praat. Spijtig genoeg zijn de commissieleden niet hier om de belasting op kapitaal te wijzigen. Wij beschikken niet over de middelen om alle problemen die zich voordoen op te lossen. We kunnen begrip opbrengen voor de strijd van sommige commissieleden. Wat doet de socialistische partij sedert 40 jaar om een oplossing te

Nous sommes placés dans une situation paradoxale. Dans les débats, nous prenons en compte les nouvelles formes de vivre, de nouveaux choix pour les individus dans leur sexualité, dans leur manière de vivre ensemble, etc. Assez curieusement, nous refusons de faire évoluer notre législation au regard des débats éthiques. Nous sommes très forts pour nous engager éthiquement, mais jamais pour transposer cela dans ce qui relève de nos compétences.

Il ne s'agit pas ici d'aller vers une taxation de 80%. Incontestablement, le gouvernement bruxellois a tenté de diminuer les droits de succession. Or, il faut le faire pour tous ceux qui vivent dans des situations comparables et pour lesquels nous reconnaissons un droit sur le plan éthique et moral. Nous ne reconnaissons pas ce droit sur le plan fiscal. Ou bien faut-il avoir le courage de dénouer la capacité des couples de vivre de telle ou telle manière ! Il n'est pas possible de promouvoir une nouvelle façon de vie et d'être et de pénaliser cette façon d'être parce qu'elle ne correspond pas à la façon classique et conservatrice de faire et d'avoir des enfants. Il s'agit d'une hypocrisie politique et d'une incapacité de nous engager dans de grands débats sur le plan moral et d'aller jusqu'au bout de la logique dans les compétences qui sont nôtres.

Cela n'empêche en rien de faire d'autres débats plus importants, plus généraux ou plus fondamentaux. Ne prenons pas de fausses échappatoires pour nous cacher derrière des réalités que nous avons encouragées.

M. Olivier de Clippele explique que le sujet a été évoqué le 20 décembre 2012 devant la Cour constitutionnelle à l'égard du décret flamand. En Flandre, il subsistait une particularité à savoir que le partenaire cohabitant survivant devait être le parent de l'enfant. Cela signifie que le système marchait dans un sens, mais pas dans l'autre. Des enfants qui étaient discriminés par cette règle anormale ont saisi la Cour constitutionnelle qui a dans son arrêt rectifié la loi. De plus en plus souvent, la Cour constitutionnelle est amenée à faire le travail parlementaire. Si la proposition d'ordonnance n'est pas adoptée, le cas cité sera un jour présenté à la Cour constitutionnelle. Actuellement, certains enfants issus du même père et de la même mère auront ou non le tarif « ligne directe » alors que d'autres enfants qui ont la malchance d'être nés quelques années plus tôt auront un tarif qui sera cinq à six fois plus élevé. Cette différence est absolument épouvantable.

On peut se douter que la Cour constitutionnelle va, elle, être conséquente avec elle-même et cassera notre loi. Est-ce vraiment le rôle du Parlement de jouer un jeu de majorité et d'opposition en attendant qu'un juge fasse la loi ?

M. Philippe Close est plutôt rassuré que le Parlement soit le lieu où se tiennent des débats idéologiques. Il ne faut pas qu'il devienne un endroit pour les techniciens. Le parti

vinden?

Wij verkeren in een paradoxale situatie. In de debatten houden wij rekening met nieuwe leefwijzen, nieuwe keuzes inzake seksuele geaardheid, de manier van samenleven enz. Vreemd genoeg weigeren wij onze wetgeving te doen evolueren volgens de ethische debatten. Wij zijn heel sterk in ethisch engagement, maar nooit sterk genoeg om dat om te zetten in wat onder onze bevoegdheden valt.

Het is hier niet de bedoeling naar een heffing van 80% te gaan. De Brusselse regering heeft ongetwijfeld gepoogd de successierechten te verlagen. Dat moet echter gedaan worden voor al degenen die in vergelijkbare situaties leven, voor wie wij op ethisch en moreel vlak een recht erkennen, maar niet op fiscaal vlak. Ofwel moet men de moed hebben om de capaciteit van koppels om op een of andere wijze te leven te ontrafelen! Het kan niet dat een nieuwe leefwijze wordt bevorderd en tegelijk bestraft omdat ze niet overeenkomt met de klassieke, behoudsgezinde manier van doen en kinderen te hebben. Dat komt neer op politieke hypocrisie en onbekwaamheid om van start te gaan met grote debatten op moreel vlak waarbij wij de logica inzake onze bevoegdheden tot het einde doordrijven.

Dat belet geenszins andere debatten te houden die belangrijker, algemener of fundamenteeler zijn.

Laat ons geen uitvluchten verzinnen en ons verbergen achter realiteiten die wij aangemoedigd hebben.

De heer Olivier de Clippele licht toe dat het onderwerp aan bod is gekomen op 20 december 2012 voor het Grondwettelijk Hof met betrekking tot het Vlaams decreet. In Vlaanderen bleef een bijzondere situatie bestaan, te weten dat de overlevende samenwonende partner de ouder van het kind moest zijn. Dat betekent dat het systeem werkte in de ene richting, maar niet in de andere. Kinderen die gediscrimineerd werden door die abnormale regel zijn naar het Grondwettelijk Hof gestapt, dat in zijn arrest de wet heeft gecorrigeerd. Het Grondwettelijk Hof moet steeds vaker het werk van de parlementsleden doen. Als het voorstel van ordonnantie niet wordt aangenomen, zal het aangehaalde geval op een dag worden voorgelegd aan het Grondwettelijk Hof. Thans is het zo dat sommige kinderen met dezelfde vader en moeder al dan niet het tarief voor “de rechte lijn” krijgen, terwijl voor andere kinderen die het ongeluk hebben enkele jaren vroeger geboren te zijn een tarief geldt dat vijf- à zesmaal hoger ligt. Dat onderscheid is absoluut weerzinwekkend.

Men kan vermoeden dat het Grondwettelijk Hof consequent gaat zijn en onze wet zal nietig verklaren. Is het werkelijk de rol van het Parlement een spel te spelen van meerderheid tegen oppositie in afwachting dat een rechter de wet bepaalt?

Voor de heer Philippe Close is het Parlement de plaats waar ideologische debatten plaatsvinden. Het moet geen plaats worden voor technici. De socialistische partij ontkent

socialiste ne nie aucunement les nouveaux phénomènes familiaux. Et pour preuve la loi bruxelloise prend actuellement en compte ces nouvelles formes de vie. Elle y met des conditions qui ne conviennent pas aux auteurs de la proposition d'ordonnance. La loi reconnaît les familles recomposées. Certains trouvent les conditions trop strictes. Il n'y a donc pas de doutes ni d'hypocrisie dans le fait que le législateur bruxellois depuis longtemps a reconnu cette diversité des familles.

Peut-être qu'il y aura des recours devant la Cour constitutionnelle qui, contrairement à ce que dit M. de Clippele, ne rectifie pas les lois. Elle les annule. Toutes les ordonnances sont susceptibles de ce recours. Celles que l'on pensait inattaquables sont parfois annulées. Est-ce que la Flandre a pris une nouvelle mesure depuis 2002? Elle le fera sans doute en fixant d'autres conditions ou elle se limitera à effacer la discrimination pointée. Il est bon de laisser les dispositifs bruxellois en l'état et ceci pas seulement eu égard aux contraintes budgétaires.

M. Emmanuel De Bock et déçu par les prises de position des uns et des autres. Cette discussion est l'illustration d'un immobilisme du travail parlementaire et de toutes les frustrations qui peuvent surgir quand on essaye de faire un travail consciencieux en œuvrant vers plus de justice sociale. En Région wallonne et flamande, un débat a pu aboutir jusqu'à créer une égalité totale.

Aujourd'hui, on est incapable de faire ce même travail à Bruxelles alors qu'on l'avait entamé en 2002 et en 2008. Il est incompréhensible que l'on veuille maintenir à Bruxelles une situation d'inégalité. Mme De Pauw a justifié que cette proposition d'ordonnance allait dans le bon sens. Il est regrettable que l'on puisse se servir d'arguments fallacieux pour se refuser d'éliminer une discrimination actuelle. Alors que d'aucuns réclament des chiffres pour voir plus clair, la situation fait que les gens s'organisent (ceux qui le peuvent) pour s'établir ailleurs ou pour mettre en place des mécanismes plus favorables pour payer moins d'impôts. Au final, ceci appauvrit la Région bruxelloise.

M. Alain Maron note que la commission a régulièrement des débats suite à des interpellations et des propositions d'ordonnance sur les droits de succession. Souvent, l'orateur a le sentiment que les choses sont traitées « par le petit bout de la lorgnette ». C'est pourquoi plusieurs commissaires veulent qu'une éventuelle réforme soit plus globale et qu'elle aille vers plus de justice fiscale.

M. Maron s'interroge du reste sur la question de savoir qui est vraiment concerné par la proposition d'ordonnance. Il prend le cas d'une personne qui cohabite légalement avec une femme qui a ses propres enfants alors que la personne n'en a pas. À supposer que cette personne décède, l'héritage ira à la conjointe survivante. Quand elle décèdera, ses enfants hériteront. La question ne se pose donc pas vraiment. Imaginons que la conjointe décède avant. La personne continue à cohabiter avec les enfants. Ces enfants auront déjà

geenszins de nieuwe leefwijzen. Het bewijs daarvan ligt in het feit dat de Brusselse wetgeving rekening houdt met die nieuwe leefwijzen. Zij legt ter zake voorwaarden op waarmee de indieners van het voorstel van ordonnantie het niet eens zijn. De wet erkent nieuw samengestelde gezinnen. Sommigen vinden de voorwaarden te streng. Het feit dat de Brusselse wetgever die diversiteit van de gezinnen sedert lang erkent houdt dus geen twijfels of hypocrisie in.

Misschien gaan mensen beroep indienen bij het Grondwettelijk Hof, dat geen wetten corrigeert, in tegenstelling tot wat de heer de Clippele zei. Het verklaart wetten nietig. Alle ordonnanties zijn vatbaar voor dergelijk verhaal. Die welke onaanvechtbaar geacht werden, worden soms nietig verklaard. Heeft Vlaanderen een nieuwe maatregel genomen sedert 2002? Dat zal ongetwijfeld gebeuren, en daarbij zullen andere voorwaarden worden bepaald of zal enkel de welbepaalde discriminatie weggewerkt worden. Het is goed de Brusselse schikkingen in hun huidige toestand te bewaren, en dat niet alleen omwille van budgettaire verplichtingen.

De heer Emmanuel De Bock is ontgoocheld door de standpunten van verscheidene kanten. Deze discussie illustreert de passiviteit van het Parlement en alle frustraties die kunnen rijzen als men serieus poogt te werken aan meer sociale rechtvaardigheid. In het Waals en het Vlaams Gewest heeft een debat totale gelijkheid tot stand kunnen brengen.

Thans is men niet in staat hetzelfde te doen in Brussel, hoewel dat werk aangevat was in 2002 en in 2008. Het is onbegrijpelijk dat men in Brussel een situatie van ongelijkheid in stand wil houden. Mevrouw De Pauw heeft gezegd dat dit voorstel van ordonnantie in de goede richting gaat. Het is jammer dat valse argumenten kunnen aangewend worden om te weigeren een thans bestaande discriminatie weg te werken. Terwijl sommigen cijfers vragen om meer duidelijkheid te krijgen, brengt de situatie de mensen (die de mogelijkheid hebben) ertoe zich elders te vestigen of gunstigere systemen uit te dokteren om minder belastingen te betalen. Uiteindelijk verarmt dat het Brussels Gewest.

De heer Alain Maron merkt op dat de commissie regelmatig debatten houdt naar aanleiding van interpellaties en voorstellen van ordonnantie over de successierechten. De spreker heeft vaak het gevoel dat de dingen van één kant bekeken worden. Om die reden willen verscheidene commissieleden dat een eventuele hervorming de zaak in haar geheel aanpakt en men aldus naar meer fiscale rechtvaardigheid gaat.

De heer Maron vraagt zich overigens af op wie het voorstel van ordonnantie werkelijk betrekking heeft. Hij neemt het geval van een persoon die geen eigen kinderen heeft en die wettelijk samenwoont met een vrouw die eigen kinderen heeft. Ingeval die persoon overlijdt, gaat de erfenis naar de overlevende echtgenote. Als die laatste overlijdt, erven haar kinderen. De vraag rijst dus niet echt. Ingeval de echtgenote eerst overlijdt, blijft de persoon samenwonen met de kinderen, die reeds de erfenis van hun moeder hebben

touché l'héritage de leur mère.

En quoi la situation est-elle problématique et à qui sont apportées des solutions? M. Maron à l'impression que les questions soulevées ne sont pas évidentes. Le législateur tient déjà compte de la situation des cohabitants légaux. M. Close a rappelé que la législation tient déjà compte de ces changements. La proposition d'ordonnance ne doit pas être présentée comme un changement fondamental pour les nouvelles formes de vie en commun. Personne n'a indiqué combien de personnes sont concernées par la mesure. Il s'agit forcément de peu de personnes puisqu'il existe des mécanismes d'évitement.

M. Emmanuel De Bock évoque le chiffre de 10% des familles actuelles à Bruxelles et dans le pays. Ces familles sont recomposées. Il ajoute ne pas vouloir légiférer par opportunité.

M. Olivier de Clippele indique qu'au Parlement flamand une proposition d'ordonnance est déposée par Mmes Griet Maes et Catherine Schrijvers du CD&V. Elle vise à supprimer cette inégalité. Comment se fait-il que le CD&V en Flandre trouve qu'il faille supprimer cette inégalité alors que ce n'est pas le cas à Bruxelles?

Mme Brigitte De Pauw répète ses arguments. Elle souhaite un accord global et prête attention à la situation financière.

III. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est adopté par 14 voix et 1 abstention.

Article 2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2 est rejeté par 10 voix contre 5.

Article 3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3 est rejeté par 10 voix contre 5.

gekregen.

In welke zin is de situatie problematisch en voor wie worden oplossingen gevonden? De heer Maron heeft de indruk dat de geopperde vragen niet duidelijk zijn. De wetgever houdt reeds rekening met de situatie van de wettelijk samenwonenden. De heer Close heeft erop gewezen dat de wetgeving al rekening houdt met die veranderingen. Het voorstel van ordonnantie moet niet voorgesteld worden als een fundamentele verandering voor de nieuwe vormen van samenleven. Niemand heeft gezegd op hoeveel personen de maatregel betrekking heeft. Het zijn er zeker weinig, want er bestaan systemen ter voorkoming van het probleem.

Volgens de heer Emmanuel De Bock gaat het thans over 10% van de gezinnen in Brussel en in België. Dat zijn nieuw samengestelde gezinnen. Hij voegt eraan toe dat hij geen wetgeving wil maken uit opportunisme.

De heer Olivier de Clippele zegt dat in het Vlaams Parlement een voorstel van decreet werd ingediend, door mevrouw Griet Maes en Catherine Schrijvers van het CD&V, teneinde die ongelijkheid weg te werken. Hoe komt het dat de CD&V in Vlaanderen vindt dat die ongelijkheid moet worden weggewerkt, en niet in Brussel?

Mevrouw Brigitte De Pauw herhaalt haar argumenten. Zij wil een globaal akkoord en kijkt uit naar de financiële situatie.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1 wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 5.

Artikel 3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 5.

IV. Vote sur l'ensemble

La proposition d'ordonnance, dans son ensemble, est rejetée par 10 voix contre 5.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Nadia EL YOUSFI

La Présidente,

Françoise DUPUIS

IV. Stemming over het geheel

Het voorstel van ordonnantie wordt in zijn geheel verworpen met 10 stemmen tegen 5.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Nadia EL YOUSFI

De Voorzitter,

Françoise DUPUIS